

# LE SPECTATEUR

DE

## L'ORIENT.

---

Livr. 17. — 26 Avril (8 Mai), 1854.

---

### Les Révélations.

**L** manquait quelque chose au grand drame qui se joue en Orient. On voyait tout à coup la toile se lever, et l'action s'engager à Constantinople; mais le spectateur ne pouvait démêler les motifs secrets des personnages qui paraissaient sur la scène. Une main toute puissante sortait d'un nuage épais et écrivait sur les murailles du palais des Sultans les mots terribles : *mané, thekel, pharès*. L'inquiétude de l'Occident éclatait à la vue de ces mots mystérieux, et les mains de la diplomatie tâchaient en vain de les effacer. Plus le spectacle était attrayant, plus on désirait pénétrer du regard dans cette nue d'où sortait la main armée de la foudre; plus on sentait le besoin d'un prologue qui servit à éclaircir ce que le drame avait d'obscur.

Ce prologue vient d'être distribué aux spectateurs justement à la fin du premier acte, dont les efforts diplomatiques pour éviter la guerre européenne, ont fait tous les frais. On pourra le lire entre la dernière note et le premier coup de canon.

Rien ne reste caché de nos jours; les puissants de la terre sentent qu'il y a quelque chose au dessus d'eux, et qu'entre leur conscience et Dieu il y a l'opinion publique. Ces secrets d'état, ces conversations entre l'Empereur de Russie et sir Hamilton Seymour, qui auraient fait enfermer sa vie durant dans quelque château fort, comme l'homme au masque de fer, celui qui aurait eu l'indiscrétion de les pénétrer, les voila livrées à la publicité. Voilà l'empereur de Russie qui ouvre à deux battans les portes de ce cabinet mystérieux où se joue le sort des nations; ce palais inabordable devient, au grand scandale de la chancellerie impériale, un palais de cristal; le monde entier, amis et ennemis, y compris ceux que l'Empereur hait le plus, Mazzini et Kossuth, est admis à cette grande exposition des projets et des idées les plus secrètes du successeur de Cathérine et de Pierre-le-Grand.

Quel était le but du cabinet impérial en s'adressant ainsi à l'opinion publique de l'Europe ?

L'opinion, égarée par tout ce qui a été débité depuis si long temps sur le testament de Pierre le Grand, et sur les projets ambitieux de ses héritiers, attribue à la politique russe le dessein de faire de Constantinople la troisième capitale de ce vaste empire. C'est peut-être la seule chose sur laquelle tous sont d'accord en Europe; tout le monde ne croit pas à la divinité de l'Évangile, comme nous n'en avons que trop de preuves depuis quelque temps;

mais tout le monde croit qu'il y a dans les archives secrètes de la Cour de S<sup>t</sup> Petersbourg un plan transmis de père en fils, et dont la possession de Constantinople est le but final.

L'Empereur est trop éclairé pour ne pas être convaincu que même ce projet existant, la réalisation en est impossible. L'Europe réunie ne peut empêcher la mort de cet homme gravement malade dont il est question dans les conversations intéressantes de l'Empereur avec sir Hamilton Séymour, surtout lorsque la Russie a sonné le glas de son agonie; parceque Dieu n'a pas concédé à l'homme le pouvoir de ressusciter les morts. Mais l'Europe entière peut bien empêcher la Russie, toute puissante qu'elle est, d'hériter du trône des Sultans. Ce projet est encore plus impossible à réaliser, lorsque la Russie n'a pas le dessein arrêté d'en poursuivre l'exécution.

Il était par conséquent évident pour l'Empereur que la guerre, fût-elle courte ou longue, heureuse ou malheureuse pour ses armées, n'aurait jamais eu pour résultat de lui donner la possession définitive de Constantinople.

Or, l'opinion publique prêtant à sa politique traditionnelle le projet d'étendre jusqu'à l'Archipel les bornes de son empire, il était nécessaire aux intérêts de la Russie, qu'à l'ouverture de ce grand débat armé qui va avoir lieu entre les deux grandes Puissances maritimes et la Russie, l'Empereur Nicolas posât ses conclusions solennelles, les bornes de la demande qu'il formule devant Dieu et devant les hommes, pour qu'on pût savoir, que cette demande n'avait rien d'alarmant pour la liberté du monde, et qu'on n'enrôlât pas, avec l'aide de l'opinion égarée, de nouveaux ennemis contre lui.

Il résulte de ces documens dont la Russie a provoqué la publication, que l'Empereur croit que l'heure de la dissolution de l'empire Ottoman est arrivée; que cette dissolution lui est agréable dans un intérêt religieux et politique; que les visions ambitieuses de l'Impératrice Catherine ne sont pas partagées par ses petits-fils; et que la Russie ne convoite aucune augmentation de territoire dans cet immense héritage.

Mais que mettra-t-on à la place de l'empire d'Osman? Sur cette question, la politique russe est muette; elle n'a pas de parti pris, parcequ'elle comprend avec raison, que ce n'est pas à elle seule à y répondre et à la résoudre, cette question qui intéresse l'avenir du monde tout entier.

Mais si la politique russe ne dit pas, et ne peut pas dire par qui et comment sera remplacé l'empire Ottoman, elle est explicite sur ce qui ne doit pas le remplacer. De toutes les combinaisons possibles qui peuvent être imaginées pour la solution de la question, elle en écarte quelques unes, comme dangereuses et funestes à ses intérêts et à son avenir. Parmi ces combinaisons écartées et jetées au panier comme des pièces de rebut, notre rêve le plus cher, notre rêve de quatre siècles, la restauration de l'empire Byzantin, tient la première place.

Elle ne veut pas d'empire Byzantin, non pas parcequ'un second empire orthodoxe ait en soi quelque chose de nuisible et d'antipathique pour elle, mais parcequ'il ne lui convient pas d'avoir à ses portes, sur les rivages du Bosphore, un empire puissant qui puisse la contrôler et l'inquiéter. La crainte de cette combinaison va si loin, que pour persuader à l'Angleterre de l'écartier, l'Empereur Nicolas est prêt à lui laisser l'Égypte; et si la terre des Pha-

raons ne suffit pas à rassasier le lion britannique, le protecteur de la foi orthodoxe consent, le cœur saignant sans doute, mais forcé par les intérêts de son empire, à lui livrer deux cent mille de ses frères orthodoxes qui forment la population de l'île de Candie!

On comprend aisément la joie de l'Occident à cette révélation inattendue. Il s'en empare avec avidité; elle lui semble plus précieuse qu'une armée de cent mille hommes; il la montre aux millions de Chrétiens qui gémissent sous le joug ottoman, et il exclame avec un accent de triomphe: voilà ce que pense de vous, ce que projette dans le secret de son cabinet, celui que vous croiez le défenseur de votre foi, le Gustave Adolphe du XIX siècle. Il ne veut pas de cet empire Byzantin qui est votre rêve et votre espoir; il vous veut toujours faibles et désunis; plutôt que de vous voir réunis dans un faisceau sous un sceptre chrétien, il est prêt à sacrifier son dernier soldat et son dernier fusil. Cessez donc de tenir le regard fixé vers le Nord; vous n'y verrez jamais poindre l'aurore de votre délivrance. Tournez-vous vers l'Occident; c'est l'Occident seul qui vous aime d'un amour désintéressé, et qui travaille à votre bonheur.

Pour que ce raisonnement fût juste et convaincant, il faudrait cependant que l'Occident nous promît ce que la Russie nous refusait en 1853, la réalisation de l'empire Byzantin. Mais lorsque nous voyons l'Occident envoyer ses flottes et ses armées et dépenser ses trésors pour la consolidation du pouvoir de nos oppresseurs; lorsque Lord Palmerston s'écrie en plein parlement, que la seule race qui puisse gouverner en Orient, c'est la race Turque; lorsque l'Archevêque de Paris prêche une nouvelle croi-

sade contre notre religion, il est clair qu'on nous montre ces nouveaux documens, non pas dans notre intérêt, mais dans l'intérêt de la conservation de la Turquie, non pas pour nous dessiller les yeux, mais dans le but déjà avoué de nous décourager et de nous désespérer, non pas pour nous découvrir de nouveaux horizons, mais pour éteindre la dernière étoile qui brillait pour nous au firmament.

A ce nouveau supplice, à ce nouvel instrument de torture qui ne broie pas nos os, qui ne déchire pas nos chairs, mais qui pénètre dans notre âme et qui veut en arracher la foi, l'espérance, la vie, montrons nous les vrais descendans de ces martyrs du Christianisme, nos ancêtres, qui, sans armées et sans effusion d'autre sang que celui de leurs propres veines, ont fondé aussi à Constantinople le premier empire chrétien; montrons que cette foi, cette espérance, cette vie ne peuvent être arrachées de nos cœurs, même lorsque les tenailles sont tenues par les mains de toutes les puissances de la terre, parceque le fondement en repose sur la justice, sur la vérité et sur les intérêts de tout le monde.

Nous ne demandons pas la restauration de l'empire chrétien d'Orient comme une aumône; nous savons très-bien qu'on ne fait pas l'aumône d'une telle couronne, et que si cette restauration blessait les intérêts de la Russie ou de l'Occident, elle resterait toujours à l'état de rêve. Nous la demandons dans l'intérêt de l'Occident et de la Russie, à la Russie et à l'Occident tout ensemble; nous la demandons comme le seul gage de l'équilibre européen, comme l'ancre qui doit assurer la paix du monde, comme le remède à toutes les frayeurs et la garantie de tous les intérêts, comme une nécessité européenne. Nous la

demandons, non pas à la générosité ou à la pitié, mais à l'égoïsme du monde civilisé.

Nous avons déjà démontré dans plusieurs articles de ce recueil, qu'une fois la Turquie morte et enterrée, les intérêts de l'Occident demandent impérieusement la création en Orient d'un puissant empire, qui lui serve de boulevard contre les projets ambitieux qu'on attribue, à tort ou à raison, au colosse du Nord.

Nous croyons par conséquent parfaitement inutile de revenir à la charge; car il est absolument impossible que l'Occident lève sa main puissante pour empêcher les populations chrétiennes de l'Orient de se réunir et de former à Constantinople un second Empire Chrétien; nous croyons au contraire que l'Occident s'y prêtera de toutes ses forces, et leur viendra en aide dans ce pénible enfantement.

Si nous n'avons pas dès-à-présent les sympathies des nations occidentales, c'est qu'elles craignent de hâter, en encourageant nos espérances, la dissolution de l'empire Ottoman; c'est que pour l'Occident, l'époque de l'enthousiasme et de la foi, l'époque où des millions d'hommes s'ébranlaient à la voix de Pierre l'Hermite ou à celle des tribuns de la révolution Française, est passée, pour faire place à l'époque du bien-être et des intérêts matériels. On craint les convulsions et les dangers que la dissolution de l'empire Ottoman pourrait évoquer; on craint d'être arraché à ses loisirs, à son foyer, à ses théâtres, à ses amusemens;

. . . . *linguenda tellus et domus*

*Et dulcis uxor;*

on aime mieux s'en tenir à ce qui existe, et dire: après

nous le déluge. On crée tous les jours de puissantes machines à vapeur de plusieurs milliers de chevaux ; mais on sent qu'on n'est plus à ces époques plastiques où l'on créait des chefs-d'œuvre dans les arts, dans les lettres, dans la politique ; où l'on tirait d'une main sûre et hardie des lignes sur la carte du monde. Mais à peine la Turquie aura-t-elle rendu le dernier soupir, que l'Occident, nous en sommes certains, dans l'intérêt de sa sûreté et de sa tranquillité, se donnera de la peine pour quelques mois, afin de jouir de son repos pendant des siècles ; et il apportera à la construction d'un bel et bon empire sur les rivages du Bosphore, la même attention et les mêmes soins qu'il apporte à la construction de ses machines et de ses chemins de fer. Il ne restaurera pas l'empire Byzantin pour l'amour des Chrétiens d'Orient, ni pour accomplir leur rêve de quatre siècles, ni pour entendre leurs bénédictions ; il le fera, parcequ'il sera sûr que cette restauration servira et sauvegardera ses intérêts.

Reposons nous donc sur les intérêts de l'Occident pour l'accomplissement de notre rêve le plus cher. L'Occident est un peu paresseux ; mais lorsqu'il veut quelque chose, il ne fait rien à demi.

Mais si la création d'un grand état chrétien en Orient est nécessaire pour les intérêts et la sûreté des Puissances Occidentales, la Russie, dira-t-on, a parfaitement raison de ne pas vouloir en entendre parler, et de le traiter d'avance en ennemi.

Et cependant nous sommes convaincus que ce boulevard est nécessaire à la Russie non moins qu'à l'Occident, et nous allons exposer les motifs de notre conviction. Nous ne prétendons pas éclairer sur ses véritables intérêts un

empire renommé pour l'habileté et la perspicacité de sa politique ; mais il est permis de discuter sa propre cause, même devant un juge prévenu. Une grave considération nous encourage puissamment à le faire ; c'est que les derniers événements ont fait éclater des tendances et des manifestations qui n'étaient pas connues lors de la date des communications confidentielles entre la Russie et l'Angleterre, et que par conséquent la question se présente sous un nouveau jour.

Nous nous livrerons à cette discussion sans amertume et sans rancune pour les aveux peu encourageans sur notre avenir, que les dépêches de sir Hamilton Seymour attribuent à l'Empereur Nicolas. Nous trouvons tout-à-fait naturel que le maître d'un grand empire veuille écarter tout ce qui lui semble nuisible aux intérêts et à l'avenir de ses états ; et si la restauration de l'empire Byzantin menace vraiment les intérêts de la Russie, l'Empereur Nicolas a agi en homme d'état en songeant à l'empêcher, a agi en vrai *gentleman* en avouant sa pensée à l'ambassadeur britannique. Si, comme le disait dernièrement le *Journal des Débats*, l'existence de l'empire Byzantin est pour la Russie ce que l'existence de Conradin était censée être pour Charles d'Anjou, *vita Conradini, mors Caroli ; mors Conradini, vita Caroli*, l'Empereur Nicolas avait parfaitement raison, même d'après les principes du droit naturel, de vouloir, non pas que le nouveau Conradin eût la tête tranchée, mais qu'il ne naquit jamais.

Mais grâce au ciel, il n'en est pas ainsi. Comme Dieu n'a jamais voulu que la mort d'un homme fût la vie d'un de ses semblables, de même il n'a pas voulu que la mort d'une noble race créée de sa main divine et dotée par lui

de tant de vertus, soit la vie d'une autre race, illustre et noble aussi, qui a rendu et qui est appelée encore à rendre des services à l'humanité. L'univers est assez grand, il y a assez de place au soleil pour tous les hommes et pour toutes les nations. Le système de Hobbes *homo homini lupus* est tombé à jamais ; le système de notre siècle sera le système de la solidarité de l'espèce humaine.

Pour arriver à saisir par le raisonnement cette grande vérité, que le développement de la race grecque ne peut aucunement nuire à la race russe, vérité que nous avons déjà saisie par le sentiment de la bonté et de la providence divine, renonçons pour un moment à voir la question d'Orient du point de vue grec ou du point de vue occidental ; transportons-nous sur les ailes de l'abstraction au point de vue russe ; faisons-nous moscovites, braquons notre lunette du haut du Cremlin sur les rivages du Bosphore, et voyons si la reconstruction de l'empire Byzantin menace en quelque chose les intérêts de notre nouvelle patrie.

Prenons garde cependant de ne pas devenir plus Russes que l'Empereur de Russie lui-même. Sans doute si à la vue des forces immenses qui animent ce vaste Empire et qui obéissent à la main d'un seul homme, le vertige de l'ambition nous monte à la tête, si nous commençons à rêver de conquêtes, l'empire Byzantin nous apparaîtra comme une digue élevée exprès pour contenir l'océan russe et lui dire : *tu n'iras pas plus loin*. Mais l'Empereur Nicolas a avoué dans le même instant où il déclarait ne vouloir pas permettre la restauration de l'empire Byzantin, qu'il désirait voir les Russes, moins que toute autre nation, maîtres des rivages du Bosphore ; et nous n'avons au-

cun droit de douter de la sincérité de ses aveux. Et quand même ces aveux ne seraient pas sincères, nous serions bientôt convaincus par la comparaison des forces de l'empire russe avec les forces des quatre grandes Puissances de l'Occident, aux quelles pourraient bien se rallier en cas de besoin les forces de l'Amérique du Nord, que ce rêve de la conquête de Constantinople est le rêve de l'impossible.

Écartons donc du débat la possibilité de toute augmentation du territoire russe, et répétons avec confiance les mots de l'Empereur : « mon pays est si vaste, si heureux, si favorisé de tous points, qu'il serait déraisonnable de ma part de désirer plus de territoire et de puissance que je n'en possède. Au contraire, je suis le premier à vous dire que notre grand, notre seul danger, est celui qui résulterait d'une trop grande extension donnée à un empire déjà trop vaste ».

En pénétrant dans les entrailles de la nationalité russe, en nous posant au centre où convergent les rayons de ses intérêts, au lieu de douter de la sincérité de ces aveux, nous nous persuaderions au contraire que ces aveux ne nous montrent qu'un côté de la vérité ; qu'ils cachent, non pas des projets d'ambition et d'envahissement de la Russie contre l'Occident, mais la crainte de projets ambitieux et envahissans de l'Occident contre la Russie.

Poursuivis comme nous sommes par ce cauchemar que la Russie ne songe qu'à mettre le pied à Constantinople, et que si elle réussit à s'y établir, c'en est fait de la liberté du monde, nous ne nous rendons pas compte qu'en Russie on éprouve la crainte contraire ; qu'on y attribue à l'Occident la volonté et la tendance de fixer son drapeau

à Constantinople, et qu'on y croit, avec raison peut être, que si l'Occident réussissait dans cette tentative, il en serait fait de la création de Pierre-le-Grand.

La Russie sait fort bien, qu'à tort ou à raison on la craint; et il n'est rien de si naturel que de craindre ceux qui nous craignent.

Il y a plus; la Russie sait que non seulement on la craint, mais qu'on la hait.

Cette sourde haine de l'Occident contre la Russie n'est pas seulement l'effet de la crainte; elle tient à d'autres motifs encore.

Et par sa religion et par son principe gouvernemental, la Russie diffère essentiellement de l'Europe occidentale.

Elle est avec le petit Royaume grec le seul état qui professe la religion de l'église d'Orient; elle est le seul état où le pouvoir soit franchement absolu.

Si l'Empereur veut donner une épouse de sang royal à ses enfans, il ne peut pas en trouver une qui soit née et élevée dans le rite orthodoxe; il faut que quelque princesse consente à changer de religion: il faut qu'il devienne apôtre et convertisseur pour pouvoir perpétuer sa race.

Les évolutions de la civilisation occidentale ne font que rendre plus marquantes ces différences, plus tranché cet antagonisme entre l'Occident et la Russie.

Le principe gouvernemental le plus antipathique au principe gouvernemental de la Russie, a franchi le Rhein depuis 1848. La Prusse est constitutionnelle; l'Autriche l'a été, et pourrait bien le redevenir.

Il est vrai qu'en France la monarchie constitutionnelle a fait naufrage, mais la Russie n'y a pas gagné grand

chose. Si le principe libéral a été éloigné du pouvoir en France, le principe catholique et clérical s'en est rapproché. De quelque côté que la France se tourne, elle menace toujours la Russie. Lorsqu'elle n'a plus de Chambre des Députés pour protester contre l'incorporation de la Pologne, elle a des Jésuites pour mettre en avant la question des Lieux-Saints, et pour faire en Orient la propagande du Catholicisme.

La Russie est vraiment seule dans le monde. Elle est séparée du reste de la terre par la crainte qu'elle éprouve et qu'elle inspire, par son principe de gouvernement, par sa croyance religieuse, beaucoup plus que par ses neiges.

Rien ne lui manque qu'un frère, qu'un autre soi-même, dans le visage duquel elle puisse découvrir et aimer ses propres traits. Son isolement fait sa faiblesse.

Pour combler ce vide qui se fait autour d'elle, elle a voulu y semer la gratitude. Le vent de la crainte qu'elle inspire en a dispersé la semence. L'Autriche et la Prusse vont peut-être lui échapper, et se ranger du côté de ses ennemis.

Elle a beau dire: pourquoi me craignez-vous? Je n'ai pas de projets ambitieux. — On ne croit pas à sa modération et à ses protestations; l'Occident l'attaque pour se défendre; la crainte va le faire peut-être conquérant.

Mais alors pourquoi l'Empereur se voyant isolé, craint, hait, a-t-il voulu précipiter la dissolution de l'empire ottoman? Parcequ'il craignait les projets de l'Occident sur Constantinople, justement au même degré que l'Occident craignait les siens sur le même point.

Voilà ce pauvre malade, le Grand-Turc! La Russie lui tâte le pouls d'un côté et elle s'écrie: *le malade se meurt*;

*le malade est mort*; l'Occident lui tâte le pouls de l'autre côté, et il jure ses grands Dieux que le malade se porte très-bien.

La Russie qui est sincère en disant que le malade approche de sa fin, parceque c'est la pure vérité, a raison de soupçonner que l'Occident est assez bon médecin pour savoir distinguer le pouls d'un homme sain de celui d'un mourant; qu'il a par conséquent un grand intérêt à dissimuler la vérité.

Il est clair alors pour l'Empereur que l'Occident veut cacher pour quelque temps la mort du malade, comme Sémiramis cacha la mort de Ninus, à fin de gouverner l'Orient sous son nom; pour se substituer peu à peu au défunt, jusqu'au moment propice où en laissant tomber le masque il dira à haute voix: la Turquie est morte; vive la France et l'Angleterre.

L'Empereur voyant qu'il y avait péril dans la demeure, a voulu alors hâter la publication du décès de la Turquie; mais nous croyons qu'en écartant des combinaisons destinées à remplacer le défunt, celle d'un empire Byzantin, il n'aurait pas résolu la question d'Orient en faveur de la Russie.

De même que la question d'Orient se résume pour l'Occident en ces mots: trouver la manière d'élever, une fois pour toutes, une barrière infranchissable à la politique envahissante de la Russie sur les contrées et les populations qui faisaient partie du domaine Turc; elle se résume également pour la Russie en ces mots: trouver la manière d'élever, une fois pour toutes, une barrière infranchissable à la politique envahissante de l'Occident sur ces mêmes contrées et sur ces mêmes populations.

Or, en écartant l'hypothèse d'un grand empire chrétien qui remplacerait l'empire ottoman, nous ne pouvons découvrir aucune autre combinaison qui puisse faire cesser radicalement les craintes de la Russie.

En interprétant les paroles de l'Empereur à sir Hamilton Seymour, et en les combinant avec le rapport que le comte de Nesselrode adressait à feu le Grand-Duc Constantin, il paraît qu'il trouvait utile en 1853, aux intérêts de la Russie, de remplacer l'empire ottoman par de petits états monarchiques et indépendans.

Cette combinaison n'aurait été qu'un palliatif; elle n'aurait pas résolu la question, elle n'en aurait que différé la solution.

La question d'Orient ne sera jamais résolue aussi longtemps que la Russie et l'Occident continueront à se craindre et à s'attribuer des projets ambitieux de ce côté.

Mais aussi long-temps que dans l'Orient turc, il n'y aura entre ces deux géants qu'un empire chancelant ou une pléiade d'états de troisième ordre, la crainte et la lutte qui est le résultat de la crainte, continueront toujours.

Ces petits états deviendront le champ clos où se combattront les influences ennemies des deux rivaux. Chacun voudra en faire ses satellites. L'histoire de la Grèce depuis Capodistria est là pour le prouver.

Si la Russie se flatte d'avoir l'avantage dans ce champ clos, en sa double qualité de voisine et de corrégionnaire, elle se trompe fort à notre avis.

D'abord, la crainte qu'auront ces Princes de se voir engloutis par la Russie, les fera pencher vers l'Occident qui leur apparaîtra comme leur protecteur naturel, et qui les



enlacera dans les réseaux de son commerce, de ses flottes, de sa civilisation.

Ensuite, ces petits Rois seront tous des Rois constitutionnels. Nous avons déjà montré dans ce recueil que dans tous ces petits états chrétiens qui se sont plus ou moins détachés de nos jours de l'empire ottoman, la Grèce, les îles Ioniennes, la Servie, la Moldavie, la Valachie, l'île de Samos, il s'est développé tout de suite un gouvernement plus ou moins constitutionnel. La raison historique en est que la conquête ottomane n'ayant laissé debout que l'élément municipal, cet élément domine et se traduit en régime représentatif lorsque l'état a peu d'étendue.

Or, l'exemple de la Grèce moderne démontre assez que la lutte entre l'influence russe et l'influence occidentale sur le terrain d'un état constitutionnel, n'est pas très-favorable à la première. Quand même la Russie aurait le dessus, cela ne compenserait pas l'inconvénient d'avoir près de ses frontières des tribunes politiques.

La restauration de l'empire byzantin, en mettant un terme à la question d'Orient, en guérissant radicalement les craintes mutuelles de la Russie et de l'Occident, n'aurait aucun des inconvénients ci-dessus désignés, et aurait d'autres avantages immenses.

Ce grand état composé de tant de races différentes de religion, de langue, de civilisation, ne pourrait pas être gouverné par une monarchie constitutionnelle. Seul un gouvernement fortement constitué pourrait lui donner l'unité.

La Russie et l'Occident ayant également intérêt à sa consolidation parceque cet état serait leur garantie et leur rempart mutuel, rivaliseraient de soins et de prévenan-

tes pour lui venir en aide pendant les premiers temps de sa restauration.

Cette lutte de services ne pourrait pas dégénérer en une lutte d'influences; car un grand état qui a en soi-même son centre de gravité, ne peut jamais devenir le satellite d'un autre.

La Russie ne serait plus seule dans le monde; elle ne serait plus haïe, parcequ'on ne craindrait plus ses projets de conquête; on croirait à ses aveux de désintéressement, parcequ'elle en aurait donné la preuve la plus éclatante, en permettant la restauration de l'empire chrétien de Byzance.

D'un autre côté, elle ne craindrait plus les projets de l'Occident contre elle et sa religion; car ces projets qui sont engendrés par la crainte qu'elle inspire, n'auraient plus de raison d'être.

Par l'existence de deux grands empires orthodoxes l'équilibre serait rétabli entre l'église d'Orient d'un côté, et le protestantisme et le catholicisme de l'autre; comme l'équilibre fut rétabli entre le protestantisme et le catholicisme après la guerre de trente ans par le traité de Westphalie.

Enfin, s'il était jamais possible qu'une ligue européenne se formât contre la Russie, même lorsque toutes les causes en auraient disparu, la Russie ayant à ses côtés son frère cadet, l'empire chrétien de Constantinople, pourrait défier les efforts du monde entier.

Qui sait si dans ce moment suprême où nous écrivons, l'Empereur Nicolas en voyant l'Europe entière prête à se liguier contre lui, ne dit pas dans le fond de son âme: *vae soli!* malheur à celui qui est seul dans le monde, qui n'a

pas un frère prêt à tirer l'épée pour lui! S'il y avait un autre état orthodoxe, la Russie ne serait pas seule au combat. On ne parlerait pas de lui ravir la Crimée et la Finlande!

Oui, nous en avons la conviction intime; l'Empereur ne dit pas aujourd'hui ce qu'il disait le 21 Février 1853: *je ne permettrai une tentative de reconstruction d'un empire byzantin, ou une extension de la Grèce qui pût en faire un état puissant.* Le voilà qui, de cette main accoutumée à réprimer les révolutions, applaudit au soulèvement des chrétiens d'Orient contre le joug ottoman (a). Or lorsque cette révolution se fait dans le but avoué de restaurer l'empire de Byzance, il est évident que l'Empereur a reconnu l'utilité de cette restauration pour les intérêts de la Russie, qui, sur ce point, se trouvent en harmonie avec les intérêts des autres nations du monde civilisé.

R.

## M. de Ficquelmont.

Un diplomate distingué, auteur d'un livre qui, comme on la dit avec raison, a eu toute l'importance d'un événement, le comte de Ficquelmont, vient de publier à Paris une brochure, bien importante, à notre avis, sur la question d'Orient.

Quelques mots dédaigneux de la Revue des deux Mondes, n'enlèvent certes point au livre le rare mérite d'être le fruit des méditations profondes d'un homme d'État, sur

un sujet qu'il a eu l'occasion d'étudier de près; bien différent en cela de ceux qui parlent et de l'Orient, et des rapports des Chrétiens avec les Turcs, d'après le jugement de personnes, le plus souvent, ou incapables de saisir la vérité, ou intéressées à la voiler, à en altérer l'expression. La scène touchante que le comte de Ficquelmont raconte avec tant de naïveté dans son avant-propos, suffirait seule à le prouver.

Il est bien naturel d'ailleurs qu'on ne soit pas toujours entièrement de son avis, soit quant aux principes philosophiques auxquels quelquefois il recourt, soit quant au jugement qu'il porte sur des nations et sur des gouvernements, qui sans contredit marchent à la tête de la civilisation du monde.

C'est faire preuve d'une vue bien profonde, que de chercher la dernière raison des vicissitudes des nations, dans l'instruction religieuse et les rapports de l'église avec l'état. Il ne faut pas cependant abuser des mots. La guerre actuelle que les deux puissances maritimes ensemble, non la Turquie, soutiennent contre la Russie, n'est pas une guerre de religion. En cela nous partageons l'avis de S<sup>t</sup>. Marc Girardin (Débats 31 Mars). Ni la querelle des Lieux Saints, ni la diversité de religion ou de rite des puissances belligérantes, ne peuvent pas faire de cette guerre, où il n'y a point un seul dogme religieux en litige, une guerre de religion. Le temps aussi, Dieu merci, nous semble passé pour de telles guerres. Le caractère saillant de notre époque n'est point, sans nul doute, religieux. Nulle part dans le monde chrétien, la conscience ne paraît fortement et principalement préoccupée de quelque pensée religieuse, dans sa différence avec d'autres pensées religi-

(a) Circulaire du Comte de Nesselrode du 2 Mars 1854.

euses. Si cependant, entre Chrétiens, la guerre actuelle n'est pas religieuse, elle l'est jusqu'à un certain point entre les populations chrétiennes de la Turquie et les Turcs. Le différend politique existant entre l'oppressé et l'opprimé, le conquis et le conquérant, la civilisation et la barbarie, est fortement empreint de la répulsion éternelle et inévitable de la religion de Mahomet contre la religion du Christ. L'oppression politique a entretenu pendant des siècles la haine religieuse dans toute sa vivacité primitive.

De même, il nous semble que le comte de Ficquelmont méconnaît la grandeur des services que l'église d'Orient a rendus à la cause de l'humanité. Son esprit de controverse a certes causé beaucoup de mal, surtout à elle-même, mais il ne faut pas perdre de vue que cet esprit n'est que l'excès de sa *vertu*. Il est hors de doute que le dogme chrétien n'a été développé que par les premiers Pères de l'Eglise, tous appartenant à l'Eglise d'Orient.

Mais c'est une erreur philosophique bien autrement grave, parcequ'elle touche aux plus profonds mystères de la religion, que celle de ne voir dans la doctrine de Bossuet que résume le mot : « *l'homme s'agite et Dieu le mène* » que l'abolition de la conscience et de la liberté individuelle, et l'inauguration du Fatalisme, tel que celui de Mahomet (page 25 — 26). Il eût évité cette erreur si, en ne considérant dans les nations et l'histoire, que des individus et des actions individuelles, il n'avoit pas perdu de vue l'ensemble. Une nation et un état ne sont pas un lien tout extérieur, tel que celui d'une agglomération d'atomes, seul cas où il est permis de ne parler que d'individus, mais quelque chose de plus intime et de plus substantiel en même temps, qui, à cause de sa substantialité même,

a une importance à lui majeure, une supériorité sur les individus, d'où découle le principe d'autorité des États. Cette priorité, cette substantialité, on peut l'appeler une pensée divine, et il nous semble que c'est dans de telles profondeurs qu'a plongé le génie de Bossuet; ne voir dans la pensée de celui-ci que le fatalisme de Mahomet, c'est étrangement se méprendre. Celle-là n'exclue point le libre arbitre et la moralité de la conscience individuelle; elle la présuppose même, comme l'organisme du corps humain présuppose les différentes fonctions vitales de ses membres.

Nous sommes complètement de son avis quand il s'élève avec force contre l'opinion qui considérerait la tolérance (pag. 36) comme une capitulation imposée par l'erreur au sentiment de la vérité, comme un acte d'impuissance; mais nous craignons fort qu'il ne fasse que répéter la même pensée, en affirmant « *qu'elle nait de la conviction que Dieu seul est notre juge à tous* (l'homme donc est faible pour juger l'homme, il est impuissant), *que nous ne devons donc pas risquer de condamner ce qui trouvera peut-être grâce devant lui* (tous donc nous nous trouvons dans une erreur possible, on triomphe de l'erreur pag. 35).

En constatant quelques divergences d'opinion sur des questions purement théoriques, nous nous croyons d'autant plus dans notre droit d'attirer l'attention de nos lecteurs sur la partie vraiment importante du livre du comte de Ficquelmont, celle qui traite surtout, à son vrai point de vue, la question d'Orient, de l'antagonisme, nous voulons dire de la barbarie, représentée par la race dominante et la religion du faux prophète, et de la civilisation, représentée par les races dominées et le Christianisme.

Une grave erreur, une erreur fatale des puissances Occidentales, est l'illusion qu'elles se font de l'importance de leur intervention officieuse auprès de la Porte, en faveur des chrétiens de l'Orient. C'est une ironie bien cruelle que de dire que « le traité qui vient d'être signé entre la Turquie et les deux Puissances maritimes, *s'il peut seulement être exécuté pendant dix ans*, crée en Orient un puissant état chrétien, sous un *Calife Musulman* » (Débats 31 Mars). Grâce à Dieu, la force des choses a arraché au publiciste distingué dont nous empruntons les paroles, le conditionnel *si*, auquel il a joint, qui plus est, un terme très court, paroles dites, non parce qu'il a foi à un si prompt résultat inoui dans les annales des nations, mais plutôt pour indiquer, peut-être à son insçu, l'impossibilité d'une durée de plus longue haleine. Il faut bien admettre qu'on ignore complètement les mœurs des Turcs, qu'on ne réfléchit pas assez sur la portée du principe religieux et politique de leur société et de leur gouvernement, pour expliquer ce phénomène que des gouvernements tels que ceux de France et d'Angleterre puissent, sur la foi d'un plan si chimérique, vouer à l'esclavage et à l'abrutissement des millions de Chrétiens et se préparer dans l'avenir, les plus graves embarras. En vérité on croit à peine à ses propres sens qu'on pense et qu'on écrivit ainsi sur les causes de la grandeur et la décadence des nations, dans la patrie de Montesquieu.

« Nous avons cherché à prouver, dit le comte de Fiquelmont, que le principe de tolérance en matière de religion est la seule base possible de paix entre les hommes, mais la tolérance des mœurs est impossible ».

Et avec raison: la tolérance religieuse vient de la recon-

naissance d'un droit formel, de la personnalité et de la liberté humaine, mais des mœurs féroces et immorales sont absolument sans fondement dans la forme et dans le fond; « mais des mœurs dont chaque heure de la journée, chaque action de la vie, chaque loi civile ou criminelle, démontrent l'incompatibilité absolue, n'admettent point la tolérance . . . . . La réclusion des femmes et la polygamie, ne sauraient se confondre avec les mœurs chrétiennes ».

« Les Anglais ont une éducation trop classique pour ne pas savoir que les Romains ne firent la conquête du monde, qu'à l'aide de la supériorité de leur civilisation et de leur intelligence . . . . en Orient la Russie arrive aussi avec la supériorité de l'intelligence. Mais alors, pourquoi l'Angleterre s'est elle opposée au développement progressif dont elle avait mis le germe, de concert avec la Russie et la France, dans la nouvel état grec ? »

Il entend parler probablement, de l'opposition aux conditions matérielles d'extension qui peuvent rendre féconde la civilisation de l'état grec.

Mais on répond; la race belliqueuse des Osmanlis, depuis quelque temps en voie de progrès, compacte et unie en elle-même, actuellement en possession du pouvoir, et en train d'antagonisme contre la Russie, est la seule qui offre une base sûre à la politique de l'Occident, tandis que les Chrétiens différents de race, de langage, dépossédés depuis des siècles du pouvoir, les uns ne cédant point le pas à l'autre, ne sont unis que dans leur dévouement à la Russie. Sur cet étrange assemblage de faits en partie vrais, mais faussement interprétés, et de faits absolument faux, on n'offre pas seulement un appui matériel à la Turquie contre la Russie, ainsi qu'on l'avait annoncé au

commencement, mais, à la grande confusion de ceux qui croient encore au triomphe de la justice et de la vérité, sous différents prétextes, dont plus d'un sent la calomnie, on essaie de tous les moyens licites et illicites pour comprimer l'élan des chrétiens aspirant à conquérir la place qui leur est due. Le progrès de l'Orient est manifeste; qui en doute, mais ce sont les chrétiens qui s'instruisent, se moralisent, s'emparent peu à peu des terres qu'à force de patience et de labeur ils arrachent aux Turcs, font le commerce, exercent tous les arts utiles à la vie; tandis que la décadence des Osmanlis saute plus encore aux yeux à cause de sa double vitesse, de celle qui leur est propre, et de la distance que parcourent les chrétiens. Soutenir l'oppression de race, c'est soutenir la plus odieuse et la plus insupportable des tyrannies. Tout Osmanli quelqu'il soit, grand ou petit, est un oppresseur de tous les instants, et son oppression s'étend sur tous les rapports sociaux. La différence des races, de langage des chrétiens de la Turquie, est loin d'avoir toute l'importance qu'on lui attribue, puisqu'il ne s'agit pas de subordonner l'une à l'autre, ni de prendre la famille régnante dans le sein d'une d'elles et exciter ainsi la jalousie des autres. Mais si la guerre contre le Czar ne peut avoir pour but ou pour résultat l'anéantissement de la Russie, si l'appui donné à la Turquie ne peut pas la sauver de son dépérissement matériel et moral, tous les efforts des puissances Occidentales, dans une voie si évidemment contraire à la justice et au droit, n'aboutiront qu'à manquer le but qu'on se propose. A la fin d'une guerre, qu'on le veuille ou non, contraire aux intérêts des chrétiens, la sympathie de ceux-ci pour la Russie sera, non pas renforcée, mais créée, et la Rus-

sie vaincue triomphera au fond de ses adversaires, de tout ce qu'elle gagnera dans l'affection des peuples. Le véritable antagonisme politique ne git point dans les instincts brutaux et les passions haineuses, mais dans la divergence permanente des intérêts, des tendances nationales, des institutions politiques et surtout dans la force du sentiment national dont l'égoïsme est d'autant plus ténace qu'il a coûté plus de sacrifices, et promet d'autant plus d'avenir qu'il est plus jeune. Ce qui paraît simple et facile, n'est pas toujours le moins compliqué et le moins embarrassant. La vraie simplicité n'apparaît jamais dans le travail du développement. O.

(La suite prochainement).

---

## Lettre de l'honorable Henri D. Gilpin.

M<sup>r</sup>. Henri D. Gilpin, ancien avocat général et membre distingué du cabinet des États-unis d'Amérique, ayant visité dernièrement la Grèce, a adressé en partant d'Athènes à un de nos amis la lettre suivante, dans laquelle, à côté de la noblesse de ses sentiments, on admire la justesse de ses observations. Dans la persuasion que nos lecteurs nous sauront gré de la publication d'un témoignage aussi impartial qu'éclairé sur la situation de ce pays, nous nous empressons de mettre sous leurs yeux traduction de cette lettre, dont l'original est écrit en anglais.

Athènes, ce 20 Mars 1854.

*Mon cher monsieur,*

Je regrette de quitter Athènes sans avoir pu prendre congé de vous en personne, et vous renouveler mes remerciemens pour toutes les bontés que vous avez eues pour moi, et qui ont rendu mon séjour en Grèce doublement agréable et intéressant.

Il est vrai que quand j'ai pris la résolution de visiter la Grèce, j'avais bien la certitude que j'allais éprouver le plus grand plaisir, en foulant le sol et en parcourant les lieux pleins des charmes, qui ont pu leur être transmis par l'histoire et par le génie des tems passés, ainsi que par les exemples les plus glorieux de dévouement patriotique, d'énergie et de succès. Mais ce à quoi je m'attendais le moins, c'était de trouver parmi le peuple de la Grèce moderne, à peine délivré de son joug ignominieux de quatre siècles, des progrès aussi remarquables dans ses institutions tant politiques que sociales. Ayant vu de mes propres yeux ce qui a été accompli dans le court espace de vingt ans—une presse si nombreuse et si libre, un esprit de discussion viril et courageux, un rare empressement à faire des sacrifices personnelles pour la cause de la liberté, un système d'éducation populaire très étendu, une littérature morale et religieuse amplement répandue, l'agriculture mettant de nouveau en circulation les plaines fertiles qu'un gouvernement brutal avait désolées, la navigation sillonnant encore les mers, le goût de l'art s'efforçant à sauver les monumens que la barbarie et le fanatisme avaient été sur le point d'anéantir, des villes surgissant du milieu des ruines avec une rapidité à peine surpassée dans mon pays; ayant vu de plus que tout cela est dû au courage et à la persévérance d'une poignée d'hommes libres qui ont eu à lutter contre une race nombreuse, fanatique et féroce, et que les puissances qui, par égard pour le christianisme et un gouvernement juste et éclairé, auraient dû applaudir à ces efforts, ont longtemps regardé avec un œil d'indifférence et même de déplaisir, je dois avouer que ces objets inespérés d'intérêt et de satisfaction, ont ajouté grandement au plaisir que l'on ressent en contemplant la gloire, la littérature et l'art de la Grèce ancienne.

Quoique l'Amérique soit éloignée de la scène des contestations européennes; quoique ses institutions, sa politique et ses lois lui défendent d'intervenir dans les querelles intérieures des autres nations, vous ne devez pas moins être persuadé, cher monsieur, que son peuple sent pour la Grèce une sympathie aussi forte et aussi grande que celle dont il était animé, il y a trente ans, à l'époque de votre guerre sacrée pour votre liberté. Il s'empressera de saluer avec joie, d'une extrémité de mon pays à l'autre, le jour

où chaque île et chaque contrée où votre belle langue est parlée et la foi chrétienne professée, et où un amour pour les institutions libres existe, auront reconquis l'indépendance dont jouit une partie de vous aujourd'hui, et que pour obtenir se sont tous battus avec héroïsme.

C'est faire preuve d'imprévoyance et d'un esprit étroit, que de douter que ce tems n'est pas celui auquel nous vivons. L'intervention injuste qui peut trouver pendant un certain tems des raisons pour soutenir une domination également révoltante par sa religion, sa morale, son ignorance et sa tyrannie contre les braves et justes efforts d'un peuple chrétien qui s'est montré, même dans la plus grande adversité, capable de se gouverner par lui-même, ne pourra, dans le siècle où nous sommes, durer longtemps. Et si l'on se rappelle les sacrifices que la Grèce a faits, il y a quelques ans seulement, pour le succès de cette même lutte juste et sacrée, contre des chances beaucoup plus à craindre alors qu'aujourd'hui, on ne doit désespérer ni de sa persévérance ni de son triomphe. Il y a des défilés en Epire et en Thessalie aussi propres que Dervénaki à donner asyle à une poignée de braves patriotes; il y a des rochers où la liberté peut encore trouver un toit aussi inexpugnable que celui d'Hydra; et si l'esprit qui animait le cœur de Botzaris de Miaoulis et de Condourioti a sommeillé pour quelque tems, il ne s'est point éteint.

Adieu, mon cher monsieur; j'emporterai avec moi en Amérique des souvenirs d'Athènes et de Grèce, qui me seront toujours agréables. Soyez persuadé qu'aucun étranger n'a jamais visité votre illustre pays et ne l'a quitté avec des sympathies plus vives pour son peuple, un intérêt plus profond, et une impatience plus grande pour sa prospérité future, que

Votre très dévoué

(Signé)

HENRI D. GILPIN.

---

## Quinzaine politique du Spectateur.

Nous avons des revers à enregistrer dans cette quinzaine. Le village de Péta que les chrétiens ont défendu depuis trois mois devant les portes d'Arta, a été pris par

les Turcs, qui l'ont livré aux flammes. Le 24 Avril plusieurs rencontres ont eu lieu dans la plaine, dans lesquelles les Grecs ont déployé beaucoup de bravoure, et ont eu constamment le dessus. Dans la nuit les Turcs, à la faveur de l'obscurité et d'une forte pluie qui tombait, sont revenus à la charge, et ont surpris la position des Grecs, dont les munitions étaient mouillées, et qui ont dû se retirer devant l'ennemi, après avoir perdu un petit nombre d'hommes. Le jeune et héroïque Caraiskaki accourut, mais trop tard, pour défendre ce poste. La garnison de Péta s'est retranchée à Scoulicaria, forte position, située à peu de distance.

Dans la haute Epire, le général Griva avait, par un mouvement hardi, atteint Metzovo, le point culminant entre le bassin de Januina, la vallée de l'Achéloüs et la plaine de Thessalie. Une partie des habitants se joignit à lui avec enthousiasme; mais l'un des chefs du pays entretenait des intelligences avec les Turcs, qui arrivèrent bientôt avec des forces au moins six fois supérieures à celles des chrétiens. Après plusieurs combats qui ont fait honneur à la valeur des Grecs, ceux-ci n'ayant pas vu leur arriver les renforts qu'ils attendaient, ont dû céder, et se replier sur la Thessalie, suivis par les habitans du pays, qui ont abandonné leurs foyers pour échapper à l'esclavage.

Dans notre dernier bulletin, du 15 (27) Avril, nous avons annoncé que Domoco, en Thessalie, était étroitement assiégé par les chefs Evangéli Condojanni, Balazzo, et plusieurs autres. Les retranchemens extérieurs et quelques unes des maisons du lieu, étaient déjà au pouvoir des assiégeans, lorsque une force très-considérable étant arrivée un secours des Turcs, les Grecs se trouvèrent tout d'un coup entre deux feux. Ils se battirent pen-

dant tout le jour et une partie de la nuit avec acharnement; mais à trois heures après minuit, voyant que leur position n'était pas tenable, ils levèrent le siège, et se retirèrent en bon ordre à quelque distance. Domoco, point fort important pour leurs opérations, fut ainsi perdu pour eux.

Nous ne dissimulons pas la douleur profonde que nous causent ces échecs de nos compatriotes, de ces nobles défenseurs de la foi du Christ et de la liberté. Toutes nos sympathies leur sont acquises; nous faisons les vœux les plus fervents pour le succès de leur belle cause, et nous envions jusqu'à leur mort de martyrs. Mais dans les circonstances sous lesquelles ils se battent, c'est leur courageuse persévérance, ce n'est pas leur insuccès qui nous étonne. S'ils n'avaient devant eux que la Turquie seule, surtout la Turquie luttant contre un puissant ennemi, ils se mesureraient vaillamment avec elle, et forts de leur droit, forts de leur courage, du soutien que leurs compatriotes sont partout prêts à leur offrir, ils renouvelleraient ces jours de gloire où les armées turques venaient s'ensévelir dans les plaines et les défilés de la Grèce, ou ces jours de triomphe d'un autre genre, où ils s'ensévelissaient eux-mêmes sous les débris fumans de leurs villes.

Mais aujourd'hui, dans leurs efforts pour secouer leur joug, ils se heurtent le front contre les plus grandes puissances du monde, contre ceux qu'ils étaient habitués et qu'ils aimaient à considérer comme leurs guides dans la voie de la civilisation et comme leurs protecteurs, et en qui ils mettaient leur espoir pour la réalisation un jour, de leur rêve éternel. Les vaisseaux de France et d'Angleterre interceptent les rares munitions qu'ils se pro-

curent au prix des plus grands sacrifices ou que leur envoi de la sympathie de leurs compatriotes ; des vapeurs de France et d'Angleterre transportent, remorquent ou accompagnent les troupes turques qui viennent les combattre. Des agens de ces nations, les plus éclairées et les plus libérales du monde, publient des circulaires pour engager les chrétiens, par des promesses et par des menaces, à ne pas se réunir sous la bannière de la liberté, et à jurer fidélité à leurs oppresseurs. On en a même vu, qui, dans l'excès de leur zèle, se sont mis à la tête des armées turques, pour diriger leurs entreprises contre les Chrétiens. Tel est, — nous ne pouvons en tirer une vengeance plus éclatante qu'en le nommant, — le consul anglais de Monastir, M. Longword.

Exiger que dans une guerre faite sous de tels auspices, les Chrétiens ne moissonnent que des lauriers, ce serait demander l'impossible. Car aux flottes des alliés, à leurs poursuites, à leurs menaces, à leurs promesses décevantes, ils n'ont à opposer que des masses pleines de valeur et de désespoir sans doute, mais sans chefs, sans discipline, mal armées et dénuées de tout. Certains journaux, même certains hommes d'état, mettent de l'affectation à répéter que l'insurrection grecque a été instiguée par la Russie ou bien par la Grèce. La Russie, soit par intérêt, soit par un sentiment d'humanité bien concevable, a déclaré lui être favorable, et ne pas vouloir l'abandonner lorsqu'elle pourra venir à son aide. Quant à la Grèce, elle eût été digne d'un mépris éternel, si elle ne lui vouait la sympathie la plus enthousiaste. Il n'y a pas de Grec qui ne se soit senti le désir, et n'ait considéré comme un devoir d'y concourir de toutes ses forces, et des milliers

d'anciens habitans des provinces insurgées, beaucoup de Grecs même originaires de la Grèce libre, ont couru partager les dangers de leurs frères ; et si le gouvernement grec voulait y mettre obstacle, il encourrait la haine de la nation entière, et s'exposerait aux derniers périls. Mais il y a loin de là à la provocation du mouvement. Peut-on sérieusement penser que si la Russie ou la Grèce l'avaient excité, elles l'auraient abandonné sans ressources, sans armes, sans munitions, qu'elles l'auraient livré à tous les hasards, avant de l'avoir suffisamment préparé ? Non, non, l'une et l'autre y étaient étrangères, mais elles l'ont salué avec joie depuis qu'il a éclaté, comme eût dû le faire toute puissance chrétienne, comme toutes le feront lorsqu'elles ne seront plus préoccupées d'autres soins. Les échecs mêmes des Grecs, accompagnés d'actes éclatans de valeur, sont la meilleure preuve que l'insurrection n'a été préparée ni dirigée par personne.

Cependant nous, pour notre part, nous n'avions jamais compté sur des victoires quotidiennes. Que le sort des armes se déclare pour ou contre l'oppresser, pour le pouvoir organisé, puissamment soutenu, ou pour les insurgés, mis au ban de l'Europe, cela ne change en rien notre manière de considérer la solution définitive de la question d'Orient. La Turquie, même victorieuse, est à deux doigts de sa perte ; les Grecs, même vaincus, ont l'avenir pour eux. La première a des troupes, des forteresses, et elles les aura aussi long-temps qu'elle aura de quoi les entretenir, et que les Russes ne les lui auront pas détruites ; mais en Europe elle n'a pas de sujets, elle n'a que des ennemis dans son sein. La sollicitude de l'Eu-



rope aura beau chercher à lui gagner l'affection et la fidélité de ses administrés, elle n'y aura réussi que lorsqu'elle aura enlevé aux Grecs leur intelligence supérieure et leur fierté d'être Grecs, aux Turcs leur barbarie instinctive et leur culte, qui s'oppose au véritable progrès, au progrès moral. On assure que Reschid-Pacha a répondu à L. Stratford, qui le pressait de signer un firman d'égalité des droits entre les sujets de la Porte, que cette égalité n'existerait jamais aussi long-temps qu'il y aurait un seul Turc en vie. Si Reschid-Pacha ne l'a pas dit, il est positif qu'il l'a pensé, et que cette pensée interprétait celle de chaque individu qui compose la peuple turc. Ce peuple ne se fera à l'égalité que lorsqu'il aura à la subir, non lorsqu'il dépendra de lui de la dispenser.

Il y a des gens qui d'un ton triomphant ont déjà pronostiqué la mort de l'insurrection grecque. Leurs prédictions sinistres pourront se réaliser; nous n'y voyons rien d'impossible. Ce ne sera pas la première fois que le sort aura trahi une cause aussi noble que sainte; mais ce mouvement aura grossi la liste des protestations contre le régime dégradant sous lequel les Grecs se débattent depuis le jour de leur asservissement. Avant leur dernière révolution de 1821, ils ont protesté de même dix fois au moins, c'est à dire dans toutes les occasions que leur offraient les complications politiques de l'Europe, sans compter la protestation permanente de la population armée des montagnes. Ils continueront à protester par les armes, jusqu'au jour de leur émancipation complète et définitive. Que l'Europe ne croie pas que cette guerre terminée, elle n'aura plus qu'à coucher sur des roses en Orient, si elle y laisse encore les Chrétiens sous la domination des Turcs, la cou-

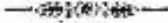
che inflammable audessous de la couche brute. Le mouvement actuel présage tous ceux qui le suivront: l'Europe est avertie.

Mais si nous parlons des revers de l'insurrection, ce n'est pas que les succès lui aient fait défaut sur tous les points. Nous avons seulement voulu exprimer notre opinion que, quel qu'en soit aujourd'hui le sort, les puissances qui ne veulent plus rien fonder d'éphémère en Turquie, doivent, lors même que les Chrétiens auraient le dessous dans la lutte du moment, tendre la main à la race qui, même par sa persévérance dans le malheur, donne la mesure de son indomptable vitalité.

Tandis que l'insurrection reculait à Péta et à Domoco, elle s'étendait d'un autre côté, en Macédoine. Huit cents Macédoniens, sous la conduite de Tzami Caratasso, appelés par les vœux et par les messages de leurs compatriotes, ont trompé la vigilance des croisières, et ont passé sur l'isthme de Pallène, dans sept bateaux de commerce qu'ils ont nolisés. Un bâtiment français s'en est vengé sur l'un de ces bateaux, qu'il a coulé à fond après qu'il eût déjà débarqué ses passagers. Les habitans de la presqu'île se réunirent aussitôt à ce corps, qui, devenu assez considérable, se dirige vers Salonique. En Thessalie, Zeinel Pacha s'est porté sur Granitza, du côté de Tricala, où les habitans sous les ordres du général Strato, l'ont attaqué, ont tué quatre cents soldats réguliers, et se sont emparés de trois cents fusils à bayonnette, qui, pour ces populations avides de liberté, mais privées d'armes, sont le plus précieux des butins. On prétend même que dans une autre affaire plus

considérable, l'armée de Zeinel-Pacha fut détruite, et que lui-même est parmi les morts. On en dit autant d'Ismail Frassari, le chef militaire de la Romélie. Telle est l'insurrection grecque; elle ne mourra qu'avec la Turquie. Depuis quatre cents ans on a toujours cru l'avoir écrasée définitivement. Ses têtes renaissent à mesure qu'on les coupe, et elles ne cesseront de renaître aussi long-temps qu'il restera un souffle de vie au peuple grec.

A.



M. RENIÉRI.